

AKTUELL

SECRET BANCAIRE

Panique au paradis

Raymond Klein

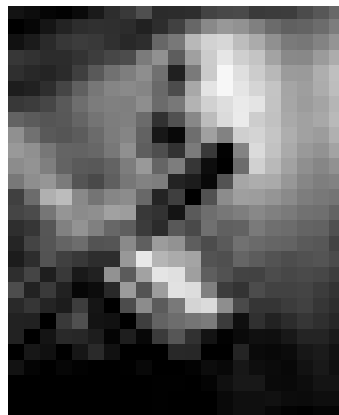
Faire tout pour que le Luxembourg reste un paradis fiscal, tout en affirmant qu'il n'en est pas un et que le secret bancaire ne sert qu'à préserver la sphère privée: cette stratégie risque d'être de moins en moins crédible.

« Gare aux conséquences, si on cassait tout cela. » Sur RTL-Radio, le 24 février, Jean Asselborn se prononce contre une abolition brusque du secret bancaire luxembourgeois. Habilement, il évoque le demi-million de personnes dans la Grande-Région qui « vivent du Luxembourg » ... et en grande partie de sa place bancaire. Et parle du niveau élevé des prestations sociales, dont profiteraient également les frontaliers. Le sort des Lorrain-es et des Sarrois-es pèsera-t-il dans la balance pour ceux qui envisagent de « casser tout cela », à savoir les gouvernements de Paris et de Berlin ?

En effet, le 2 avril prochain, lors du sommet du G-20, une sorte de G-8 étendu à certains pays économiquement importants, une nouvelle liste noire pourrait voir le jour. Sur cette liste des pays non coopératifs en matière fiscale figureraient provisoirement la Suisse, l'Autriche et le Luxembourg. Nos voisins européens reprochent au grand-duché et aux deux pays alpins de refuser l'entraide judiciaire en matière de délits fiscaux. Les défenseurs du secret bancaire ont beau rappeler qu'ils collaborent quand il s'agit de blanchiment et de l'escroquerie fiscale - appréciez la nuance - le fait est que la l'évasion fiscale continue de priver les autres pays de recettes d'impôts conséquentes.

« Nous ne sommes pas un paradis fiscal et le secret bancaire n'a rien à voir avec la crise financière », c'est en résumé la ligne de défense du Luxembourg sur ce dossier. Clairement, il y a au minimum un lien indirect avec la crise : les Etats vont avoir besoin d'argent pour financer les programmes de relance, donc une augmentation de la pression fiscale est programmée. Quant à l'adéquation du terme de « paradis », rien ne sert de nier les faits : les trois pays mis en cause attirent un flux massif d'argent de résidents étrangers qui comptent ainsi échapper au paiement d'impôts dans leur propre pays qu'ils perçoivent comme un « enfer fiscal ».

PHOTO: FRKO/STOCK.XCHING



Or, quelle est la réponse d'un parlementaire luxembourgeois comme Roger Negri (LSAP) à ses homologues français ? « Il ne faut pas confondre secret bancaire et paradis fiscal », déclare-t-il au Tageblatt lors de son voyage à Paris ... comme si ce secret avait été inventé dans le seul but de protéger le livret d'épargne de Jenny et Menni du regard des belles-mères radines ou des neveux cupides. Son collègue de parti Ben Fayot signale cependant une plus grande souplesse : « Nous ne voulons pas être considérés comme un pays qui consent à l'évasion fiscale. » Du côté des Verts, alors que leurs homologues français et allemands s'agitent contre le secret bancaire, les « Gréng » font profil bas. Rappelons tout de même qu'en novembre dernier, Claude Turmes, mis en cause par les « Jusos », avait tenu à rassurer le lobby bancaire : « Je n'ai à aucun moment voté contre les intérêts du Luxembourg, ni plaidé pour la levée du secret bancaire (...) Je ne partage aucunement l'avis des 'Jeunes Socialistes' selon lequel le Luxembourg serait un paradis fiscal. » Il ne reste donc que le parti communiste et « Déi Lénk » pour dénoncer les méfaits du secret bancaire et réclamer son abolition pure et simple.

Certes, une telle mesure serait dramatique pour la place financière, et donc pour le budget de l'Etat luxembourgeois. Mais une disparition des « oasis financières » serait doublement bénéfique pour l'écrasante majorité des pays de la planète. D'une part, cela réduirait l'opacité des flux financiers, facteur ayant fortement contribué à la crise actuelle. De l'autre, en rendant plus difficile l'évasion fiscale, cela contribuerait à une plus grande justice sociale pour la période de vaches maigres qui nous attend.

SHORT NEWS

Pour ceux qui ne croient pas

Enfin les choses ont été prises en main pour les athées, agnostiques et autres personnes qui pensent que Dieu pourrait aussi bien être un monstre volant composé de spaghettis. La AHA ! - Luxembourg - à ne pas confondre avec l'AHL, qui rassemble des membres de l'ADR qui viennent d'être quittés pour de bon par leurs femmes - veut rassembler les athées, les humanistes et les agnostiques du pays. Une telle représentation des laïcs faisait cruellement défaut au cours des longs et âpres débats de ces derniers mois. Aussi, il n'est donc pas vraiment surprenant qu'une partie du personnel vienne de l'entourage de la plateforme critique et civique sokrates.lu, comme le jeune candidat vert Manuel Huss et le porte-parole des jeunes verts Philippe Schockweiler. Le but de la nouvelle association est surtout de fédérer celles et ceux qui ne croient pas et de leur donner la possibilité de faire entendre leur voix, mais aussi de les défendre en cas de besoin. Une première assemblée constituante et publique est prévue pour Pâques dans le Casino Syndical.

Du blé pour le climat !

Les négociations sur un accord international post-Kyoto pour empêcher le changement climatique risquent d'échouer, estime le Cercle des ONG de développement dans un communiqué. Le blocage actuel des pourparlers est dû au fait que les pays en développement attendent des engagements financiers de la part des pays industrialisés, tandis que ceux-ci exigent comme préalable des engagements en matière de réduction de CO₂. Le Cercle redoute que le Conseil européen du week-end prochain ne « renforce cet affrontement, en dessinant une Europe qui exige des engagements de la part des pays en développement mais non des Etats-Unis et ceci sans avoir prouvé qu'elle tiendra ses propres promesses de réductions (...) ». Au contraire, l'Europe devrait prendre l'initiative de chiffrer son soutien financier, car « les pays en développement ne pourront accepter un accord que s'ils y perçoivent une trajectoire de développement réussie ». Le Cercle appelle le gouvernement luxembourgeois à plaider cette cause lors du Conseil. Il propose des transferts d'au moins 35 milliards d'euros par an d'ici à 2020 - « part équitable des besoins estimés à plus de 110 milliards d'euros par an d'ici 2020 par la Commission européenne ».

Cinéma et mineurs

Encore un de ces cas où la législation luxembourgeoise affiche un retard record. La loi sur l'accès des mineurs au cinéma, qui date de 1922 - ok, c'est dix ans de moins que la loi sur l'éducation, mais tout de même - va être modernisée, si le projet de loi présenté cette semaine passe. En 1922, époque où la censure, surtout cléricale, était très active, l'accès était strictement réglé par une commission. Or, celle-ci n'a plus siégé depuis des décennies et les exploitants de salles de cinéma en ont fait à leur guise. C'est pourquoi on parle aujourd'hui d'autorégulation, alors qu'il s'agit surtout de légaliser les pratiques courantes. Les exploitants sont désormais responsables de l'accès de mineurs dans leur film et doivent contrôler aux points de vente - en cas d'infraction contre leur propre classification, des amendes onéreuses les attendent. Tout de même, le texte prévoit aussi d'instaurer une commission de surveillance qui peut se saisir elle-même, mais qui peut aussi être saisie par des organismes divers, comme l'Ombudskomitee fir t'Rechter vum Kand.